

Confidences d'un historien
Yves Frenette

Richard M. Bégin

Volume 17, numéro 1, 2011

L'Amérique française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66158ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Histoire Québec
La Fédération Histoire Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)
1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bégin, R. M. (2011). Confidences d'un historien : Yves Frenette. *Histoire Québec*, 17(1), 5-8.

Confidences d'un historien

Yves Frenette

par Richard M. Bégin,
président, Fédération Histoire Québec

Yves Frenette est présentement directeur de l'Institut d'études canadiennes de l'Université d'Ottawa. Jusqu'à l'automne dernier, il était le directeur du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de la même université. Il a enseigné pendant 18 ans l'histoire nord-américaine à la Faculté des études avancées de l'Université York ainsi qu'au collège Glendon, affilié à cette université. Spécialiste des francophonies nord-américaines, il a fait paraître deux livres (Histoire de la Gaspésie, 1981, 2^e édition 1999; Brève histoire des Canadiens français, 1998) et plus de 70 chapitres et articles scientifiques, ainsi que dirigé ou codirigé dix ouvrages collectifs. Il occupe également le poste de directeur du projet de site web Francophonies canadiennes : identités culturelles (www.francoidentitaire.ca), un site qui s'est mérité plusieurs prix, et il est coresponsable d'un atlas historique de la francophonie nord-américaine. Yves Frenette est aussi membre élu de la Société Charlevoix, un groupe érudit consacré à l'étude de la francophonie de l'Ontario.

Plus récemment, il a accepté de nous aider à développer la programmation du Congrès sur l'Amérique française organisé par la Fédération Histoire Québec et la Fédération québécoise des sociétés de généalogie. Sans ses connaissances, sans son réseau, sans sa grande crédibilité auprès des chercheurs et universitaires s'intéressant à l'Amérique française, le programme des conférences n'aurait certainement jamais eu le panache et le professionnalisme qu'il aura, et nous lui en sommes extrêmement reconnaissants.

Ayant travaillé très étroitement avec lui au cours des derniers mois en vue de ce congrès particulier, je dois dire qu'en dépit de l'ampleur de ses connaissances, de son expérience, de sa notoriété, Yves Frenette demeure un homme simple, généreux, ouvert et accueillant. Transiger avec lui, quand on s'intéresse de près à la cause de l'Amérique française, c'est non seulement un plaisir, mais c'est également stimulant.

J'ai donc grandement apprécié qu'il accepte de me rencontrer, le 15 février dernier, au Café Cognac, à Hull (Gatineau), pour une entrevue plus ou moins informelle destinée à nous le faire découvrir et apprécier un peu plus.

Monsieur Frenette, parlez-nous un peu de vos origines et de ce qui vous a amené à l'histoire comme profession.

Je suis originaire de Cap-Santé (région de Portneuf), une municipalité située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Québec, le long du chemin du Roy pour Trois-Rivières et Montréal. Je viens d'une vieille famille dont les origines au Canada remontent, du côté paternel comme du côté maternel, à la fin du XVII^e siècle. Les Frenette ont essaimé à travers l'Amérique française, mais, pour ma part, je suis issu de la branche qui s'est établie et est demeurée à Cap-Santé. Quant à ma mère, une Bélanger, elle venait d'un village voisin, Saint-Thuribe, où cette famille de cultivateurs et de bûcherons avait survécu tant bien que mal sur des terres de roches... comme tant d'autres Canadiens français. Des deux côtés de la famille, on s'était intéressé à la politique. Mon grand-père paternel a été secrétaire de la municipalité, de la commission scolaire, du comté; quant à mon grand-père maternel, il a été maire de son village à quelques reprises.

À ma naissance, en 1955, on peut dire que la mémoire du « Canada français » avait déjà commencé à s'estomper. En effet, il n'y avait déjà plus de contacts avec ceux qui étaient partis deux ou trois générations plus tôt, soit au tournant du XX^e siècle, lors des grandes migrations vers l'Ouest canadien et américain... et vers la Nouvelle-Angleterre. Dès l'âge de 9 ou 10 ans, je souhaitais devenir historien ou archéologue... probablement parce que mon père et mon grand-père étaient de grands conteurs. De 1974

à 1977, j'ai d'abord fait des études en histoire (pour le baccalauréat) à l'Université Laval, mais je ne parvenais pas alors à me décider entre l'histoire du Canada et l'histoire des États-Unis.

Je suis donc allé poursuivre mes études en vue d'une maîtrise à l'Université Carleton, à Ottawa, une université officiellement de langue anglaise, mais où il était possible de faire ses travaux et passer ses examens en français. J'y ai alors découvert l'histoire de l'esclavage et j'ai voulu aller à l'Université de Rochester où se trouvait un spécialiste dans ce domaine. Je songeais à ce moment-là à écrire l'histoire de l'esclavage en Louisiane.

Et comment en êtes-vous arrivé à vous intéresser à l'histoire de l'Amérique française au point d'en devenir l'une des plus grandes autorités en la matière au Canada?

En fait, je dirais que tout a commencé par un concours de circonstances qui m'a amené à rédiger l'histoire de la Gaspésie, alors que j'étais entre la maîtrise et le doctorat. En effet, en 1978, un accident d'avion entraîna la mort de plusieurs historiens de la Commission des monuments historiques du Canada, alors qu'ils se rendaient à l'Anse-aux-Meadows (Terre-Neuve) pour l'inauguration d'un monument. Parmi eux, se trouvait Marc La Terreur, président de la commission et originaire de la Gaspésie. Or, La Terreur avait parmi ses projets la rédaction de l'histoire de la Gaspésie, un projet parrainé par la Société d'histoire de la Gaspésie. Le tout a été repris par Jean Hamelin et on m'a alors approché, ainsi qu'un autre jeune historien, Marc Desjardins, pour prendre la relève; Jules Bélanger¹ allait se joindre à l'équipe. Ce serait le premier livre de la série d'histoires régionales au Québec, une série sous la direction de l'Institut national de la recherche scientifique (l'INRS, alors appelé Institut québécois de recherche sur la culture, fondé par Fernand Dumont, avec, comme bras droit, Fernand Harvey, historien-sociologue).

Pour écrire ce livre, je suis revenu à Québec et je me suis inscrit dès 1979 à l'Université Laval pour des études doctorales. Ce n'est qu'à cette époque que j'ai décidé (et cela, sans aucune considération politique, personnelle ou identitaire; d'ailleurs, sous l'influence

de mes mentors d'alors, Yves Roby et Jean Hamelin, je m'intéressais davantage à l'histoire socio-économique) de me pencher sur l'histoire des Franco-Américains, une histoire qui était en quelque sorte entre mes deux pôles d'intérêt initiaux (l'histoire du Canada et l'histoire des États-Unis), mais qui était aussi dans la nouvelle tendance en histoire : l'histoire socio-économique et l'histoire des gens de la base (les travailleurs du textile en Nouvelle-Angleterre)... et non plus des élites.

Faute de trouver un emploi au Québec comme professeur d'histoire du Canada, j'allais devoir m'exiler aux États-Unis de 1982 à 1985, tant pour ma thèse de doctorat que pour enseigner à l'Université du Maine. En 1980, il était toujours possible de parler français au Maine, surtout pour les gens plus âgés. Ma thèse de doctorat porta donc sur les Franco-Américains de Lewiston, dans le Maine à la fin du XIX^e siècle, et j'ai finalement obtenu mon doctorat en 1988.

Malheureusement, il y avait alors pénurie de postes en histoire au Québec. Je suis donc parti pour Toronto, mais, comme je ne pouvais trouver d'emploi en histoire du Canada, j'ai enseigné l'histoire des États-Unis dans les deux langues officielles au collègue Glendon, affilié à l'Université York. Jusque-là, mon intérêt pour le Canada français ou l'Amérique française avait été plutôt académique, mais, en vivant à Toronto et en voulant envoyer mes enfants à une école de langue française, je n'ai bientôt eu d'autre choix que de m'impliquer dans des groupes francophones minoritaires. Il en résulta rapidement un intérêt croissant pour l'histoire des Franco-Ontariens.

Et, finalement, troisième élément important dans mon évolution : ma patronne à partir de 1994, la principale du collègue Glendon, Diane Adam (qui deviendrait plus tard commissaire aux Langues officielles au gouvernement du Canada), croyait au mandat bilingue du collègue et travailla fermement à le concrétiser; or, j'ai été associé de très près à cette démarche, cette transformation qui ne s'est évidemment pas faite sans heurts. Tout ce processus de conscientisation m'amena rapidement à faire des recherches sur les Franco-Ontariens, qui, souvent, se retrouvent ou se sont retrouvés dans une situation

difficile et délicate face aux francophones du Québec, mais aussi face aux immigrants européens de langue française.

Parallèlement à tout cela, j'ai également été appelé à enseigner l'histoire des minorités ethniques en Amérique du Nord, à l'Université York, et j'ai traité plus particulièrement des francophones dans *l'Encyclopedia of the Peoples of Canada*, un projet majeur entrepris par l'Ontario Multicultural History Society. À cet effet, j'ai donc produit un long article en français sur les francophones et, en 1998, j'ai publié mon second livre, *La Brève Histoire des Canadiens français*. Ce livre me paraissait d'autant plus important que, depuis Mason Wade (1945) et Lionel Groulx (1950-1952), il n'y avait plus eu d'histoire de l'ensemble des Canadiens français, les livres plus récents ne parlant essentiellement que de l'histoire des Québécois, en effleurant à peine l'histoire des autres groupes francophones à travers le Canada ou l'Amérique française.

Un autre élément important à noter dans mon approche : mon intérêt marqué pour l'étude des conditions socio-économiques des différents groupes ethniques, et c'est ce qui m'a finalement amené à m'intéresser plus particulièrement à la question identitaire, laquelle est influencée par le lieu et l'évolution. J'admets que, treize ans plus tard, j'apporterais peut-être un peu plus de nuances dans mon livre, mais sans en changer toutefois la thèse fondamentale.

Ainsi, et c'est ce qu'on peut découvrir dans *La Brève Histoire des Canadiens français*; contrairement à ce que plusieurs ont pensé, la coupure... ou les coupures au sein du Canada français remontent à beaucoup plus tôt que 1967. Pour ce qui est de la Nouvelle-Angleterre, on pourrait la situer vers les années 1910; pour l'Ontario, à peu près à la même époque, soit après le Règlement XVII; etc. Bref, les années 1960 n'auraient été en fin de compte que l'aboutissement d'un long processus de désagrégation du Canada français entamé beaucoup plus tôt dans notre histoire. Du reste, le rôle croissant des gouvernements provinciaux par rapport au citoyen ordinaire y est certainement pour beaucoup. Les Québécois se sont tournés de plus en plus vers leur gouvernement provincial, alors que les autres

groupes canadiens-français avaient à transiger de plus en plus avec leurs gouvernements provinciaux respectifs. Parallèlement, force est de constater qu'à la fin des années 1950, l'Église, qui avait jadis joué un rôle prédominant à cet égard, n'avait plus les moyens de maintenir et encadrer ce « Canada français », pas plus d'ailleurs qu'elle n'avait les moyens de maintenir et contrôler l'ensemble des services qu'elle avait jadis offerts dans l'ensemble des activités humaines (éducation, services hospitaliers, services sociaux et communautaires, voire même syndicalisme).



Yves Frenette. (Source : Institut d'études canadiennes, Université d'Ottawa)

Comment voyez-vous votre rôle comme historien et universitaire?

Le livre que j'ai publié en 1998 et qui a provoqué une certaine controverse témoigne clairement de mon approche, de ma vision. J'estime qu'un historien, sous prétexte d'objectivité, ne doit pas avoir peur de sortir des sentiers battus, de s'engager dans les grands

débats de société. C'est pourquoi je n'ai pas publié de monographies, je préfère diffuser plutôt que de travailler à des monographies qui ne seront lues que par une minorité. Tout en appréciant ma carrière universitaire, j'aime aussi sortir à l'occasion des murs de l'université et échanger avec les gens des sociétés d'histoire ou de généalogie (auxquels je donne régulièrement des conférences), des gens qui sont sur le terrain et qui m'apportent souvent une perspective différente, qui complète, enrichit ma perception ou mon analyse globale. De fait, je suis toujours à l'affût de moyens de faire connaître cette riche histoire qu'est celle de l'Amérique française et c'est sûrement en bonne partie à cause de cela que j'ai accepté volontiers d'aider à développer le programme de conférences du Congrès sur l'Amérique française du 20 au 22 mai 2011 (ce congrès organisé par la Fédération Histoire Québec et la Fédération québécoise des sociétés de généalogie, deux organismes qui, justement, représentent et rejoignent le citoyen ordinaire). On a beaucoup à apprendre des monographies paroissiales, de la correspondance privée, etc.

Votre nom est largement associé au site Franco-Identité. Pouvez-vous nous en parler un peu et en même temps de cette identité française en Amérique? Et comment voyez-vous l'avenir de cette Amérique française?

J'ai lancé ce site Franco-Identité (www.francoidentitaire.ca) il y a quelques années, justement dans l'optique de découvrir et faire connaître les diverses facettes de cette Amérique française. Ce site, avec ses différents articles, extraits, etc. est subdivisé en quatre grandes régions (Ontario, Québec, Acadie, Ouest et Nord-Ouest); il demeure d'un grand intérêt et continue d'avoir de nombreux visiteurs, en Amérique comme en Europe.

Avant le milieu du xx^e siècle, faire l'histoire du Québec sans tenir compte du reste du Canada français, c'est un anachronisme. Quand on a ces réseaux familiaux à travers l'Amérique, la réalité est tangible. On ne peut pas comprendre alors la société québécoise sans ces autres régions jusque dans les années 1930-1940. À partir du moment où ces réseaux s'effritent, cette réalité de l'Amérique française

devient beaucoup plus faible. La réalité politique rejoint alors la réalité sociologique, et le fossé s'élargit dans les années 1960.

C'est le catholicisme qui, en grande partie, tenait les Canadiens français ensemble. Aussi l'effondrement du catholicisme, surtout au Québec, mais aussi ailleurs au Canada, à partir des années 1960, a-t-il lui aussi contribué à l'effritement de ce Canada français, de cette Amérique française. Dès lors, plus on s'éloigne du Québec, plus la survie en français devient difficile. Et, à l'exception du Nouveau-Brunswick, les transferts linguistiques vers l'anglais s'accroissent, s'accélèrent. Cela dit, doit-on nécessairement conclure à l'inexorable disparition de l'Amérique française, ou du français en Amérique, à plus ou moins court terme? Il faut demeurer vigilant, c'est sûr, mais il ne faut pas non plus dramatiser à outrance. En effet, même si on est pessimiste, on va se battre pour survivre et, quand on est 8 ou 9 millions, c'est tout de même une masse critique importante pour une collectivité, une culture. Il y a des dangers énormes, mais le français va tout de même survivre pendant encore très longtemps, j'en suis convaincu.

Quels sont vos plans d'avenir?

Continuer à travailler sur l'Amérique française dans une perspective continentale. Je suis déjà engagé, d'ailleurs, avec quelques collègues, dans un projet de publication de lettres et de correspondance de partout en Amérique, notamment de correspondance ou écrits de prêtres, qui ont été bien souvent les gardiens de la mémoire familiale. Il importe en effet de pénétrer dans l'univers mental des gens ordinaires, cet univers où, dans les faits, la question de langue ne les préoccupe pas tant que cela. La langue et le catholicisme sont une partie importante de leur identité, mais c'est une identité vécue, loin des grands débats idéologiques.

Note

¹ Il fut à l'origine de la Société historique de la Gaspésie et du Musée de la Gaspésie; il siégea également plus de dix ans au conseil d'administration de la Fédération Histoire Québec.